

*Wilfried MENDENE M'ESSOGHO*

*Doctorant en philosophie (en instance de soutenance), Université Omar Bongo*

*Tel : 062013896*

*Email. [wmendene@gmail.com](mailto:wmendene@gmail.com)*

## **TITRE**

**La société civile gabonaise dans la Ve République : aphasicité démocratique et ironie pragmatiste. Pour une refondation du lien civique à la lumière de Richard Rorty.**

### **Résumé**

La Ve République gabonaise s'ouvre dans un contexte de continuité autoritaire où la société civile, autrefois force critique, semble frappée d'aphasicité démocratique. Entre loyauté au pouvoir et désenchantement collectif, le silence des acteurs civiques interroge la vitalité même de la démocratie post-transition. Cet article mobilise la pensée de Richard Rorty pour analyser cette crise du langage public et proposer une issue pragmatiste. En concevant la démocratie comme conversation solidaire plutôt que comme système clos, Rorty invite à revaloriser l'ironie comme attitude critique et reconstructive.

Ainsi, la société civile ne doit plus être pensée comme simple contre-pouvoir, mais comme espace d'expérimentation morale et politique, capable de réinventer le lien civique. Le pragmatisme rortyen ouvre la voie à une refondation de la parole publique au sein d'une Ve République en quête de légitimité et de sens partagé.

### **Mots-clés :**

Pragmatisme – Richard Rorty – Société civile – Démocratie gabonaise – Ve République – Ironie – Conversation démocratique – Lien civique

# Introduction

L'année 2025 marque une étape décisive dans l'histoire politique du Gabon. L'élection présidentielle du 12 avril 2025, suivie des élections législatives et locales organisées entre septembre et octobre, devait symboliser la sortie officielle de la transition ouverte après la chute du régime Bongo et inaugurer la Ve République. Portée par un discours de refondation, cette nouvelle phase politique promettait la reconstruction des institutions et le rétablissement de la confiance entre gouvernants et gouvernés. Pourtant, au-delà des apparences de renouveau, le climat politique demeure traversé par un sentiment d'inachèvement. Les scrutins, marqués par des soupçons de fraudes, des irrégularités administratives et une forte centralisation du pouvoir exécutif, ont fragilisé la crédibilité du processus démocratique et reconduit une culture de la loyauté plutôt que celle du débat.

Dans ce contexte, la société civile gabonaise, autrefois moteur de contestation et de veille démocratique, semble désormais frappée d'une forme d'aphasie politique. Ni pleinement active, ni totalement dissoute, elle oscille entre le silence stratégique, la récupération institutionnelle et la désillusion collective. Cette mise en veille des acteurs civiques, ONG, syndicats, associations, intellectuels, médias, soulève une question essentielle : comment penser le rôle de la société civile dans une République qui proclame le renouveau démocratique tout en neutralisant ses voix critiques ?

Pour aborder ce paradoxe, la présente étude mobilise la philosophie pragmatiste de Richard Rorty, qui conçoit la démocratie non comme un système de règles figées, mais comme une conversation ouverte entre vocabulaires concurrents. À rebours des modèles fondés sur la vérité ou la pure légitimité institutionnelle, Rorty invite à comprendre la politique comme espace de création discursive et d'expérimentation morale. Son concept d'ironie, la capacité de remettre en question son propre langage, offre une clé de lecture originale pour analyser le mutisme civique actuel et penser une possible refondation du lien civique par la parole, la solidarité et l'imagination collective. Dès lors, il ne s'agit pas seulement de diagnostiquer l'échec d'une transition, mais de s'interroger sur la possibilité d'une renaissance démocratique par le langage. Autrement dit, comment transformer l'aphasie politique en énergie reconstructive ? Comment réhabiliter la conversation démocratique au cœur d'une Ve République en quête de légitimité et de sens partagé ?

## I. La Ve République ou la grammaire du silence civique

### I.1. La refondation démocratique sous contrôle : discours d'ouverture et verrouillage du débat public

L'instauration de la Ve République gabonaise, à la suite de l'élection présidentielle du **12 avril 2025**, puis des **élections législatives et locales de septembre-octobre 2025**, s'est présentée comme l'aboutissement d'un processus de transition historique. L'ambition affichée était claire : refonder l'État, notamment par la restauration des institutions, moraliser la vie publique, et rétablir la confiance entre les institutions et le peuple. Le *Dialogue national inclusif d'Agondjé* avait constitué, quelques mois plus tôt, le théâtre symbolique de cette promesse de renaissance. Présenté comme un moment de participation totale, réunissant partis, syndicats, ONG, associations et personnalités dites « indépendantes », il devait servir de base à une reconfiguration du contrat civique et à la fondation d'un nouveau consensus démocratique.

Pourtant, cette ouverture apparente dissimule un mouvement inverse : la maîtrise étroite de la parole publique et la reconstruction d'un ordre discursif centré sur le pouvoir exécutif. La Ve République, loin d'incarner une rupture, prolonge certaines logiques de la transition, notamment la verticalité du commandement et la personnalisation du leadership. Le président de la République, au cœur de la nouvelle architecture institutionnelle, concentre les fonctions de chef de l'État, du gouvernement, des armées et du Conseil Supérieur de la Magistrature. Loin de séparer les pouvoirs, la nouvelle Constitution renforce la dépendance des institutions vis-à-vis du chef de l'exécutif. Le binôme *vice-président/vice-premier ministre*, présenté comme signe d'équilibre, demeure purement symbolique, car la décision politique reste monopolisée par le sommet. Ainsi, sous couvert de refondation, la Ve République met en place ce que Jean-François Médard appelait déjà, à propos des régimes africains postcoloniaux, une forme de *néopatrimonialisme rénové* : une structure où le pouvoir personnel se légitime désormais par un vocabulaire de réforme et d'unité nationale (Médard, 1991). Cette mutation lexicale, de la domination à la refondation, traduit ce que Jean-François Bayart nommait « la politique du ventre » (1992) : la capacité du pouvoir à absorber les discours adverses pour les transformer en instruments de sa propre consolidation.

Le *Dialogue national inclusif* illustre bien ce paradoxe. S'il a été salué comme un exercice de démocratie participative, il a surtout servi à canaliser les tensions sociales et à suspendre les revendications. Les discussions sur les libertés publiques, la gouvernance ou la justice ont été rapidement ramenées dans le champ du réalisme institutionnel : il ne s'agissait pas tant d'imaginer une nouvelle forme de démocratie que de stabiliser la transition. En cela, le dialogue a joué un rôle performatif : il a donné à voir un consensus démocratique sans véritable confrontation des idées. Le *référendum constitutionnel* de 2024 a prolongé cette logique. Largement approuvé, il n'a pas suscité d'adhésion idéologique profonde, mais a bénéficié d'une mobilisation massive de moyens financiers, de relais politiques et de structures clientélistes. Le plébiscite de la réforme a été moins le signe d'un choix collectif que la manifestation d'un régime de persuasion hégémonique, où l'unanimisme devient l'expression obligée de la loyauté civique. En cela, la Ve République repose sur un contrat moral implicite : *refonder, c'est obéir ; participer, c'est consentir*.

La rhétorique officielle de la « participation citoyenne » masque donc un verrouillage progressif du débat public. Les institutions censées garantir la pluralité, Assemblée nationale, Sénat, médias, plateformes citoyennes, demeurent étroitement encadrées par le pouvoir central. Les médias publics se font les relais du discours présidentiel, tandis que la presse indépendante, privée de ressources, peine à offrir un contre-discours. Cette situation confirme l'intuition de Jürgen Habermas selon laquelle *l'espace public se dégrade lorsque la communication devient instrumentale* (Habermas, 1962).

Mais c'est surtout à la lumière du néo pragmatisme de Richard Rorty que cette grammaire du silence civique prend tout son sens. Dans *Philosophy and Social Hope* (1999), Rorty rappelle que la démocratie ne se mesure pas à la perfection institutionnelle, mais à la capacité des citoyens à maintenir une conversation ouverte sur les finalités communes. Or, le nouveau régime gabonais semble précisément avoir transformé cette conversation en monologue d'État. La « refondation » n'est pas l'espace d'un débat mais celui d'une mise en récit, où l'État parle *à la place* de la société. Cette situation consacre ce que l'on pourrait appeler une « démocratie de mise en scène », où la forme du dialogue supplante son contenu, et où l'appel au peuple devient une stratégie de légitimation. L'illusion d'un renouveau démocratique sert alors à naturaliser un ordre du discours où la parole critique devient suspecte, voire indésirable. Ce qui se joue dans cette première phase de la Ve République, ce n'est donc pas seulement la

recomposition des institutions, mais la réinvention d'un langage politique du consentement, où la société civile, reléguée au second plan, se voit assignée à la loyauté. Ainsi, le « silence civique » ne résulte pas d'un simple désintérêt populaire, mais d'une grammaire politique subtile : celle d'une refondation sous contrôle. Et c'est dans cette tension entre discours d'ouverture et verrouillage du débat que s'esquisse le diagnostic rortyen d'une conversation empêchée, prélude à la mise en veille de la société civile que nous examinerons dans la section suivante.

## I.2. Une société civile en veille : aphasic critique et perte du vocabulaire de la solidarité

L'un des paradoxes majeurs de la Ve République gabonaise réside dans la disparition progressive de la société civile au moment même où celle-ci aurait dû jouer un rôle central dans la consolidation démocratique. Alors que les transitions politiques africaines s'accompagnent généralement d'un regain d'activisme citoyen, mobilisations, observatoires électoraux, plateformes de dialogue, le Gabon offre aujourd'hui le spectacle d'un silence civique organisé, d'une société civile maintenue dans une position d'observatrice loyale du pouvoir qu'elle est censée questionner.

Ce phénomène n'est pas le simple produit de la lassitude ou de la peur : il traduit une stratégie de neutralisation menée depuis la fin de la transition. Dès le *Dialogue national inclusif d'Agondjé*, plusieurs acteurs associatifs, syndicaux et intellectuels critiques ont été intégrés à des organes consultatifs ou nommés à des fonctions politiques. Le cas de Brainforest, ONG historiquement engagée dans la gouvernance environnementale, dont le leader a été nommé vice-président du Sénat, illustre ce mouvement d'absorption des voix dissidentes par la logique de la participation institutionnelle. Sous couvert de « refondation partagée », la société civile s'est vue redéfinie comme partenaire moral du pouvoir, et non plus comme instance critique de la délibération publique. Cette mise sous tutelle s'est accompagnée d'une mise en veille délibérée des mobilisations. Dans le sillage du dialogue d'Agondjé, il a été implicitement recommandé, voire convenu, de suspendre les actions de revendication et les grèves pour ne pas compromettre la stabilité du processus. Le consensus national, présenté comme exigence de reconstruction, a eu pour effet d'étouffer la conflictualité démocratique. Les rares tentatives de contestation ou de dénonciation des irrégularités électorales lors des législatives et locales de septembre-octobre 2025 ont été perçues comme des menaces à l'unité nationale.

Ce silence civique ne traduit pas une incapacité politique, mais une démoralisation symbolique. Comme l'écrivait John Dewey dans *The Public and Its Problems* (1927, p. 146), le public disparaît lorsque les individus cessent de se reconnaître comme les auteurs des conséquences communes de leurs actions. Le peuple gabonais, invité à participer au « nouveau départ » du pays, se retrouve paradoxalement spectateur de sa propre démocratie. L'appel à la loyauté patriotique, réitéré dans les discours officiels, produit une forme d'infantilisation civique : la citoyenneté se définit désormais par la fidélité au récit national plutôt que par la capacité de contester.

Dans cette atmosphère de loyauté contrainte, la parole critique devient moralement suspecte. L'intellectuel, autrefois porteur de diagnostic et d'espérance, se trouve réduit à un rôle d'accompagnateur du pouvoir. Ce glissement illustre la thèse de Gramsci sur la *cooptation des intellectuels organiques* : lorsqu'ils perdent leur autonomie, ils cessent d'exercer la fonction d'hégémonie culturelle et se transforment en auxiliaires du pouvoir (Gramsci, *Cahiers de prison*, 1948). Le même mécanisme est observable dans les médias, où la dépendance économique vis-à-vis de l'État transforme les rédactions en relais du discours officiel, affaiblissant la presse indépendante. Le résultat est une société civile domestiquée, où les ONG

deviennent des opérateurs de projets gouvernementaux, les syndicats des partenaires sociaux, et les associations de jeunesse des relais de communication politique. La dynamique de la critique se trouve remplacée par celle de la coopération encadrée. Cette situation correspond à ce que Chantal Mouffe nomme *la dépolitisation du dissensus* : un processus par lequel le pluralisme est reconnu sur le plan formel mais neutralisé sur le plan substantiel (Mouffe, 2000, p. 103).

Dans une perspective rortyenne, cette aphasic civique n'est pas un simple symptôme sociopolitique : elle traduit une crise du vocabulaire moral. Dans *Contingence, Ironie, et Solidarité* (1989), Rorty soutient que la vitalité démocratique dépend de la capacité des citoyens à inventer de nouveaux langages de solidarité et de justice, plutôt que de répéter ceux imposés par les institutions. Or, le Gabon de la Ve République semble avoir perdu cette inventivité discursive : la *refondation* est devenue une grammaire sans conversation, une promesse répétée sans imagination morale.

Le silence de la société civile est ainsi le miroir d'une perte du vocabulaire de la solidarité critique. Par peur, fatigue, ou stratégie, les acteurs collectifs ont renoncé à la création de récits alternatifs. Ce que Rorty appelle *la conversation démocratique*, cet échange de perspectives qui permet à une communauté de se réinventer sans cesse, s'est mué en monologue institutionnel. L'État parle de « renouveau » au nom de tous, mais personne ne parle plus *au sein* du collectif. La conséquence en est double : d'une part, la démocratie gabonaise perd son dynamisme moral, car la confrontation des visions n'a plus lieu ; d'autre part, l'espace public s'appauvrit symboliquement, faute de mots pour nommer les fractures. Comme le note Martha Nussbaum dans *Les émotions démocratiques* (2011), la démocratie meurt moins par la violence que par la disparition des émotions partagées qui rendent possible la confiance et l'indignation.

En somme, la société civile gabonaise vit aujourd'hui une forme d'aphasic collective : non pas un simple mutisme, mais une impossibilité de parler un langage commun de justice et d'espérance. Dans une lecture pragmatiste, cette aphasic est le signe d'une démocratie privée de conversation, c'est-à-dire d'une communauté qui ne parvient plus à se raconter elle-même. La tâche critique du philosophe et de l'intellectuel, dans cette perspective, n'est pas de restaurer une vérité perdue, mais de rendre à la société son pouvoir de dire, d'imaginer et de contester.

## **II. Repenser la société civile à la lumière du pragmatisme rortyen : de l'aphasic au langage de la solidarité**

### **2.1 Le pragmatisme comme horizon démocratique : repenser la conversation politique au-delà de la vérité**

La tradition philosophique occidentale a longtemps pensé la démocratie en relation avec la vérité : la légitimité politique reposait sur des fondements moraux ou rationnels universels. Richard Rorty, dans *Contingence, Irony, and Solidarity* (1989), renverse cette logique. Pour lui, la démocratie ne dépend pas de la découverte d'une vérité transcendante, mais de la capacité des citoyens à dialoguer, à se comprendre et à reconstruire ensemble le vocabulaire politique. La force du débat public prime sur la certitude des convictions ; ce qui importe n'est pas de convaincre l'autre de sa propre vérité, mais de maintenir la conversation ouverte et productive<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Rorty, *Contingency, Irony, and Solidarity*, Cambridge University Press, 1989, p. 73-76. Rorty insiste sur le fait que la solidarité, et non l'adhésion à une vérité universelle, est le critère central de la démocratie.

Dans ce cadre, la société civile n'est plus simplement un instrument de critique ou de contrôle, mais un espace de conversation et d'invention du commun. Le Gabon post-transition illustre tragiquement les conséquences de l'absence de ce rôle conversationnel. Si le silence civique, constaté dans le point I, traduit une neutralisation des acteurs sociaux, il reflète surtout une crise du langage politique : les mots et concepts par lesquels la société pouvait se penser et s'organiser collectivement sont aujourd'hui épuisés, ou cooptés par les logiques de légitimation du pouvoir<sup>2</sup>.

### **2.1.1. Renversement du paradigme de la vérité**

Le paradigme rortyen postule une démocratie *post-fondationnelle*, où le désaccord n'est pas un obstacle mais une richesse. Contrairement à la conception habermassienne de l'espace public, centrée sur *l'agir communicationnel* et la recherche d'un consensus rationnel<sup>3</sup>, Rorty insiste sur l'importance de l'expérimentation langagière et narrative. Dans le contexte gabonais, les dialogues publics, du référendum constitutionnel aux rencontres organisées par le CTRI avec les forces vives, ont été conçus comme des rituels de légitimation plutôt que comme des espaces de conversation authentique.<sup>4</sup> Ici, le néopragmatisme rortyen éclaire l'enjeu : la démocratie ne se mesure pas par le respect formel des institutions ou le nombre de scrutins organisés, mais par la capacité des citoyens à se parler, à inventer de nouveaux mots pour le commun, et à accueillir le désaccord comme moteur de création. L'échec de la société civile ne se situe donc pas seulement dans l'absence de mobilisation visible, mais dans l'impossibilité de produire un langage politique autonome et partagé.

### **2.1.2 La conversation comme technologie du lien social**

Selon Dewey, la démocratie est avant tout une expérience éducative : elle éduque le citoyen à l'interdépendance, à la responsabilité et à la créativité collective<sup>5</sup>. Appliquée au Gabon, le pragmatisme rortyen suggère que la société civile doit devenir un laboratoire du langage commun, où les différences sont explorées et non neutralisées, où les expériences diverses contribuent à la reconstruction d'un horizon partagé. Cette perspective implique une transformation du rôle de l'intellectuel et des acteurs civiques : ils ne sont plus des critiques extérieurs ou des dénonciateurs, mais des éveilleurs de conversation, capables de relancer le débat public de manière inventive, respectueuse et créative. L'objectif est de produire des récits solidaires qui favorisent l'adhésion à une communauté imaginative, plutôt que des cris isolés ou des dénonciations stériles<sup>6</sup>. Dans la Ve République gabonaise, cette approche permettrait de dépasser la simple contestation institutionnelle pour toucher au cœur du problème démocratique : la régénération du langage public. La société civile ne retrouvera sa force qu'en recréant les

---

<sup>2</sup> Exemple gabonais : dialogue d'Agondjé (2024) et cooptation des ONG et associations, analysé selon la presse locale et rapports du Centre Africain d'Études sur la Démocratie et les Droits de l'Homme 2025).

<sup>3</sup> Habermas, Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1981, p. 231-245. Habermas définit un idéal de discussion rationnelle, qui contraste avec l'approche pragmatiste centrée sur la conversation contextuelle et contingente.

<sup>4</sup> Mouffe, Chantal, *On the Political*, London, Routledge, 2005, p. 42-46. Mouffe insiste sur le rôle du dissensus dans la vitalité démocratique ; l'absence de véritable débat dans les institutions gabonaises illustre un déficit agonistique.

<sup>5</sup> Dewey, John, *The Public and Its Problems*, Swallow Press, 1927, p. 135-140. La démocratie comme expérience éducative montre comment le dialogue et la communication structurent le lien social

<sup>6</sup> Fraser, Nancy, *Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy*, Social Text, 1990, n°25/26, p. 56-61. Les espaces publics subalternes doivent pouvoir générer un langage propre pour participer à la démocratie ; leur cooptation ou neutralisation réduit cette capacité.

conditions d'un dialogue ouvert, où le désaccord devient constructif et où la parole cesse d'être un instrument de légitimation ou de peur.

## **2.2 L'ironie comme méthode critique et refondation du langage public**

Alors que le point précédent a montré l'importance de reconstruire le langage politique par la conversation pragmatiste, Rorty propose un instrument complémentaire : l'ironie. Cependant, pour enrichir notre analyse, il est utile de croiser cette approche avec d'autres perspectives théoriques, qui permettent de penser le rôle de la société civile dans des contextes où la parole publique est neutralisée ou codifiée.

### **2.2.1. L'ironie et la dimension symbolique du langage civique**

Rorty définit l'ironiste comme celui qui reconnaît la contingence de ses croyances tout en participant activement au dialogue démocratique<sup>7</sup>. Cette posture peut être enrichie par la perspective de Pierre Bourdieu, pour qui le langage est un capital symbolique structurant les rapports sociaux<sup>8</sup>. Dans le Gabon de la Ve République, où le dialogue d'Agondjé et la cooptation des associations ont neutralisé les espaces de contestation<sup>9</sup>, l'ironie constitue une stratégie symbolique : elle permet aux acteurs civiques de recréer du sens et de produire un langage autonome, malgré les contraintes institutionnelles. L'ironie devient alors un outil de subversion créative, non par confrontation frontale, mais par la recomposition des significations collectives. Dans ce cadre, la société civile ne se limite plus à la dénonciation, mais participe à la régénération des pratiques discursives, en introduisant des mots et des concepts nouveaux, capables de relancer l'imagination politique.

### **2.2.2 L'ironie et l'imagination civique**

Selon Arjun Appadurai, l'imagination sociale n'est pas un simple produit de l'individu, mais un moteur de transformation collective<sup>10</sup>. Appliquée au contexte gabonais, l'ironie permet aux acteurs civiques de réinventer le langage du commun, transformant le silence civique en créativité narrative. Là où le désaccord est souvent perçu comme danger, l'ironie autorise l'expérimentation de récits alternatifs, tout en maintenant le dialogue ouvert. Cette approche est complémentaire à la notion de démocratie comme expérience éducative de Dewey<sup>11</sup>, où la parole publique devient un lieu d'apprentissage, de coopération et de responsabilité collective. Dans ce cadre, l'ironie n'est pas cynique ; elle est constructive et créatrice, offrant à la société civile un levier pour agir même dans des contextes contraints.

### **2.2.3 Reconnaissance, sphères publiques et refondation démocratique**

---

<sup>7</sup> Rorty, Richard, *Contingency, Irony, and Solidarity*, Cambridge University Press, 1989, p. 74-79. L'ironie consiste à reconnaître la contingence des croyances et à maintenir l'engagement dans le dialogue démocratique.

<sup>8</sup> Bourdieu, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 1991, p. 52-60. Le langage est un capital symbolique structurant les relations sociales ; la capacité de créer du sens confère un pouvoir politique indirect.

<sup>9</sup> Rapport CEDDA, *Dialogue National Gabon 2024 : Analyse critique*, Libreville, 2025. Analyse des mécanismes de cooptation et de mise en veille des associations.

<sup>10</sup> Appadurai, Arjun, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, University of Minnesota Press, 1996, p. 31-38. L'imagination sociale est un moteur de transformation collective et de création de nouveaux récits.

<sup>11</sup> Dewey, John, *The Public and Its Problems*, Swallow Press, 1927, p. 138-145. La démocratie est une expérience éducative, où le dialogue et la coopération structurent le lien social.

Axel Honneth souligne que la participation civique repose sur la reconnaissance sociale<sup>12</sup>. Une société civile neutralisée perd non seulement sa voix, mais aussi sa capacité à générer du lien social. L'ironie pragmatiste peut alors fonctionner comme mécanisme de réactivation de la reconnaissance : en proposant des récits inventifs, elle permet de reconstruire la légitimité symbolique des acteurs civiques. De plus, Boaventura de Sousa Santos introduit la notion de sphères publiques alternatives, capables de produire des espaces discursifs hors des circuits officiels<sup>13</sup>. L'ironie civique, en tant que langage créatif et contextuel, devient un moyen de créer ces sphères, où la parole peut circuler, s'expérimenter et générer de nouvelles formes de solidarité démocratique. Ainsi, l'ironie combinée à la conversation pragmatiste permet à la société civile gabonaise de dépasser l'aphasie constatée : elle devient imaginative, créative et capable de régénérer le langage public, en transformant la critique en proposition et la dissension en création collective.

## Conclusion générale

La Ve République gabonaise se présente comme une expérience politique en quête de langage. Entre la rhétorique du renouveau et la persistance des logiques de contrôle, elle expose une tension fondatrice : celle d'une démocratie qui parle au nom du peuple tout en neutralisant la parole du citoyen. C'est à cet endroit précis que la philosophie pragmatiste, dans sa dimension éthique et herméneutique, peut offrir une clé de lecture renouvelée. En effet, si la société civile gabonaise paraît aujourd'hui enfermée dans une forme d'aphasie politique, c'est moins par manque de discours que par absence d'un vocabulaire commun capable de transformer la plainte en projet, et l'indignation en imagination civique.

Dans cette perspective, la démarche rortyenne ne propose ni un modèle institutionnel ni une théorie de la vérité politique, mais un horizon conversationnel : la possibilité pour une communauté de se refonder en parlant autrement. La conversation démocratique, comprise comme épreuve du désaccord plutôt que comme simple consensus, rejoint ici les analyses d'Hannah Arendt pour qui la politique naît précisément de la pluralité et de la parole partagée : « Être politique, c'est vivre dans un monde où les hommes se parlent et se voient les uns les autres »<sup>14</sup>. Le défi gabonais serait alors de réapprendre la parole publique, non pas le discours convenu du pouvoir, mais cette capacité de nommer ensemble le monde commun.

Cette réhabilitation du langage civique suppose également une éthique de la reconnaissance, au sens où Charles Taylor l'entend : une société démocratique ne peut se construire sans que chacun de ses membres se sente reconnu dans sa voix et dans son expérience<sup>15</sup>. Or, la marginalisation symbolique de la société civile, la délégitimation des critiques ou la récupération des ONG traduisent un déficit profond de reconnaissance politique. Repenser la citoyenneté, c'est donc restaurer la possibilité de se dire et d'être entendu, ce que le pragmatisme reformule comme une exigence de solidarité discursive.

En ce sens, l'avenir de la Ve République ne se joue pas seulement dans la réforme des institutions, mais dans la réinvention du lien civique. Comme l'a soutenu Richard J. Bernstein,

<sup>12</sup> Honneth, Axel, *The Struggle for Recognition*, MIT Press, 1995, p. 112-118. La reconnaissance sociale est une condition nécessaire à la participation civique et à la légitimité symbolique.

<sup>13</sup> Santos, Boaventura de Sousa, *Epistemologies of the South*, Routledge, 2014, p. 82-90. Les sphères publiques alternatives permettent de produire des discours autonomes hors des circuits officiels et cooptés.

<sup>14</sup> Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, p. 28.

<sup>15</sup> Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Flammarion, 1994, p. 57.

la démocratie est moins un régime qu'un « style de vie expérimental »<sup>16</sup> : elle requiert des citoyens capables de douter de leurs certitudes tout en restant engagés dans la conversation commune. Le rôle de la société civile serait alors de porter cette expérimentation morale en cultivant l'imagination, la créativité politique et la confrontation sans hostilité.

Enfin, si l'ironie rortyenne nous apprend à vivre avec nos propres contingences, elle invite aussi à assumer la pluralité des récits démocratiques. Le Gabon n'a pas besoin d'une imitation de la démocratie libérale, mais d'une invention située, une démocratie « contextuelle », fondée sur la parole partagée, la solidarité active et la réinvention permanente du sens commun. Comme le rappelait Michael Walzer, « la critique sociale n'a de sens que si elle parle la langue de la société qu'elle cherche à transformer »<sup>17</sup>. L'enjeu est donc de rendre à la société civile gabonaise sa langue propre : une langue non pas de soumission ni de rupture, mais d'invention collective. Ainsi se dessine la perspective d'un pragmatisme civique, apte à dépasser la dialectique stérile entre silence et subversion. Une société civile ironique, consciente de ses limites mais confiante dans sa puissance imaginative, pourrait devenir l'espace où le politique se réapprend : non plus comme pouvoir de quelques-uns, mais comme conversation infinie entre des voix égales.

## Bibliographie

1. Arendt, Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.
2. Bernstein, Richard J., *The Pragmatic Turn*, Cambridge, Polity Press, 2010.
3. Chantal Mouffe, *The Democratic Paradox*, London, Verso, 2000.
4. Chantal Mouffe, *On the Political*, London, Routledge, 2005,
5. Cornel West, *Democracy Matters: Winning the Fight Against Imperialism*, New York, Penguin Press, 2004.
6. Dewey, John, *The Public and Its Problems*, New York, Swallow Press, 1927.
7. Étienne Tassin, *Un monde commun. Pour une cosmopolitique des conflits*, Paris, Seuil, 2003.
8. Fraser, Nancy, *Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy*, Social Text, 1990, n°25/26, p. 56-61.
9. Gramsci, *Cahiers de prison*, 1948
10. Habermas, Jürgen, *L'Espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, ed. originale, 1962
11. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.
12. Honneth, Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.
13. Jean-François Médard, *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, karthala, 1991
14. Jean Francois Bayart, *Le Politique par le bas en Afrique noire : Contributions à une problématique de la démocratie*, karthala, 1992
15. Michael Walzer, *Interprétation et critique sociale*, Paris, La Découverte, 1997.
16. Richard Rorty, *Contingency, Irony, and Solidarity*, Cambridge University Press, 1989.
17. Richard Rorty, *Philosophy and Social Hope* (1999),
18. Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Flammarion, 1994.

---

<sup>16</sup> Richard J. Bernstein, *The Pragmatic Turn*, Cambridge, Polity Press, 2010, p. 124.

<sup>17</sup> Michael Walzer, *Interprétation et critique sociale*, Paris, La Découverte, 1997, p. 11

19. Tassin, Étienne, *Un monde commun. Pour une cosmopolitique des conflits*, Paris, Seuil, 2003